

Entente Internationale contre la IIIe Internationale - Genève
22 Couraterie

RENSEIGNEMENTS ECONOMIQUES EIA

(Revue de presse et Informations spéciales)

N° 21

27/11/33

Le rôle de l'URSS dans la production industrielle mondiale

La propagande bolchévique insiste sur le fait que la Russie occupe actuellement la première place en Europe et la seconde place dans le monde au point de vue production industrielle. Ce fait prouve, dit-elle, la prospérité de l'URSS et les avantages de son système économique.

Comme d'habitude la propagande moscoute mêle la vérité au mensonge. Ce fait n'est exact (d'après les statistiques soviétiques) que si l'on admet que le rouble-tchervonetz a gardé sa valeur-or nominale, ce qui est loin d'être le cas.

Il est certain que la valeur de la production industrielle a beaucoup baissé dans les principaux pays depuis 1928.

Production industrielle (1928 = 100)

	1929	1930	1931	1932
Etats-Unis	107	87	73	57
Allemagne	101	89	72	57
Angleterre	106	97	89	82
France	109	110	98	74
Italie	111	103	93	78

La diminution est encore plus frappante si l'on compare 1932 à 1913 (1913 = 100):

Pologne	47 %
Allemagne	58 %
Angleterre	83 %
Etats-Unis	90 %
France	94 %

En 1932 la production industrielle mondiale n'était plus que le 92 % de celle de 1913. En U.R.S.S. d'énormes sommes ont été dépensées pour l'industrie ces dernières années: 130 milliards de roubles en 4 ans d'après le Commissaire aux finances Grinko; mais il est difficile de préciser la valeur réelle de ce capital, étant donné la baisse du rouble.

Dans son discours du 7 janvier, Staline a précisé que dans ces 4 dernières années on a construit ou entièrement reconstruit 40 hauts-fourneaux, 66 fours Martin, 23 laminoirs; on a organisé la production électrique de l'acier et beaucoup amélioré l'exploitation du pétrole; on a créé en Russie une industrie chimique, celles des tracteurs, des automobiles, des machines agricoles et des avions; de nombreuses stations électriques ont été installées.

Nous avons nous-mêmes signalé ces progrès industriels, en exprimant la crainte de les voir pousser l'URSS à faire du dumping à l'étranger. Ce dumping a eu lieu, mais il n'a eu de conséquences fâcheuses que pour le bois, le pétrole, les céréales et quelques autres matières premières dont la population russe est privée; au point de vue industriel, ce pays n'est pas encore devenu dangereux.

L'Institut berlinois de conjoncture a publié le tableau suivant, basé sur les sources soviétiques:

Rang des pays industriels dans la production mondiale

	<u>1931</u>		<u>1932</u>
Etats-Unis	37,6 %	Etats-Unis	34,5%
U.R.S.S.	11,2 %	URSS	14,9%
Allemagne	9,6 %	Angleterre	11,2%
Angleterre	9,5 %	Allemagne	7,8%
France	7,9 %	France	7,0%
Italie	3,4 %	Japon	3,7%
Japon	2,8 %	Italie	3,4%

Il y a deux ans que l'URSS occupe la seconde place dans la production mondiale, malgré cela sa situation économique générale s'est manifestement aggravée, ainsi que sa disette des produits de grande consommation. Cela concerne aussi bien les vêtements, le cuir, la vaisselle, etc., que les clous, les produits en fer, en acier et les matériaux de construction. Les ingénieurs étrangers qui reviennent de Russie sont unanimes à le constater. Les chemins de fer manquent de locomotives et de wagons, les fleuves de bateaux à vapeur et de chalands. Il est donc permis de douter de l'exactitude des statistiques soviétiques.

Et même si l'on admet les chiffres donnés pour la production, il faut tenir compte de la qualité des produits, si médiocre que les européens ne voudraient pas les acheter. Là aussi les témoignages des ingénieurs étrangers concordent. Si les statistiques de Moscou tenaient compte de la qualité, la valeur de la production soviétique serait bien moindre.

Le correspondant à Moscou de la presse allemande, Mr Arthur Just, disait récemment: Le gouvernement soviétique a tout fait pour éviter que l'on voie clair dans la vie économique de l'URSS. Ainsi l'on ne peut obtenir de renseignements réguliers sur l'industrie, l'agriculture, le commerce extérieur, l'index officiel des prix. Les publications ont toujours plusieurs mois de retard. Même les bilans de la Banque d'Etat sont faux. La presse n'a pas dit un mot de l'augmentation subite des prix (de 60 à 200%) dans les magasins de l'Etat.

Aucune information bolchévique n'a de valeur que pour la propagande. Il semble que le Gouvernement lui-même ne connaît pas exactement la situation économique du pays.

La politique agricole de Staline

D'après Mr Stein, correspondant à Moscou du "Berliner Tageblatt" l'alliance des ouvriers et paysans russes, préconisée par Lénine, est loin d'être réalisée. Au contraire la lutte est acharnée entre les villes et la campagne.

Depuis trois ans les paysans diminuent la surface de leurs emblavures et travaillent sans intérêt. Ils haïssent leurs "kolkhoses" qui les ont transformés en ouvriers agricoles; aussi les récoltes diminuent-elles.

Staline se rend compte de l'échec de sa politique agraire, qui compromet le succès du plan quinquennal; au lieu de faire les concessions nécessaires aux paysans, il veut briser leur résistance passive et imposer aux Kolkhoses une stricte discipline et un contrôle sévère par des cellules communistes. Pour chaque hectare cultivé on devra livrer au gouvernement 2,2 quintaux dans les fermes collectives et 2,3 à 2,4 dans les exploitations individuelles. On compte ainsi réquisitionner à bas prix le 30 % de la production agricole. Mais les calculs officiels sont basés sur un rendement de 8 quintaux par hectare, alors que le rendement moyen en 1931 n'a pas dépassé 6,7 quintaux. A ce taux-là, c'est la moitié de la récolte

qui reviendra à l'Etat; le reste servira à nourrir les paysans et il n'y aura presque aucun surplus à vendre librement. Le seul remède efficace serait d'encourager les paysans au travail en supprimant le système collectiviste; mais comme Staline fait juste le contraire, la lutte des paysans contre le régime s'aggravera et la production agricole ne se relèvera pas.

Le budget

La "Vie économique" des 27 et 30 Janvier 1933 donne le tableau suivant des budgets soviétiques.

	<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>
	En milliards de roubles	
1931	20,5	20,4
1932	27,5	27,0
1933	34,6	33,1

(En réalité les dépenses de 1932 ont dépassé 30 milliards).

Pour 1933 on prévoit aux recettes: 23,4 milliards de roubles de l'industrie et du commerce de l'Etat, 3,6 milliards des transports, 2,1 milliards d'autres recettes diverses de l'Etat, et 5,5 milliards d'impôts individuels et d'emprunts.

La majeure partie des dépenses est prévue pour l'industrie, les transports, l'administration et l'armée. En 1933 les dépenses militaires dépasseront d'environ 20 % celles de 1932. Les dépenses de l'Etat pour les besoins culturels et sociaux seront de 2,3 milliards de roubles.

Le "Times" du 25.I.33 donne le tableau suivant de la production en 1933:

	Prévisions du plan pour 1932	Prévisions du plan pour 1933
Production du charbon (en tonnes)	90.000.000	84.000.000
Production de la fonte (en tonnes)	9.000.000	9.000.000
Laminage (tonnes)	6.700.000	6.200.000
Pétrole (tonnes)	27.000.000	24.400.000
Energie électrique (KlW.heures)	17.000.000.000	16.000.000.000
Surface des emblavures (hectares)	144.000.000	133.500.000
Transports (nombre de wagons chargés par jour)	65.000	58.000

L'état précaire des finances soviétiques ressort de la déclaration suivante du Commissaire Grinko: "Au lieu des 86 milliards prévus, nous avons dépensé 116 milliards pour le plan quinquennal, soit 30 milliards de plus". ("Vie Economique" 27.1.33)

Ces dépenses supplémentaires ont été couvertes par des impôts spéciaux et des emprunts forcés (4 milliards) et par une large émission de papier-monnaie, sur laquelle les données officielles manquent totalement.

Pour évaluer les chiffres astronomiques du budget soviétique, il faudrait connaître la valeur réelle du rouble d'aujourd'hui. Sous le régime du cours forcé et de la réglementation des prix, la chose est presque impossible. Tout ce que l'on peut dire c'est que les prix dans les magasins de l'Etat et dans le commerce privé ont augmenté de 50 % depuis deux ans.

N° 21

- 4 -

Schrom, le correspondant à Moscou de la "Prager Presse", spécialiste des questions économiques de l'URSS, estime que la valeur réelle du rouble a diminué de moitié pendant l'exécution du plan quinquennal.

La "Neue Lodzer Zeitung" du 2.2.33 se basant sur les prix des magasins destinés aux étrangers ("Torgsin") et sur les cours de la bourse noire de Moscou estime, elle, qu'un dollard vaut actuellement 80 roubles au lieu de 2 (cours officiel).

*
* * *

Pour remédier à la situation financière, le Gouvernement a ralenti l'industrialisation et congédié un grand nombre d'employés et de fonctionnaires, il est en train d'expulser des villes le surplus de la population qu'il ne peut plus ravitailler.

L'URSS recommence à avoir une masse de chômeurs. (3 millions, dit-on). La presse soviétique a l'ordre de n'en pas parler, mais voici quelques citations d'un article du 12.2.33 de Pierre Berland, correspondant du "Temps" à Moscou: Après avoir relevé les licenciements en masse de 25 à 60% des employés et ouvrières de l'Etat, il parle du nouveau décret sur les passeports, dont le but est d'expulser les chômeurs des grandes villes. "D'après un renseignement que je tiens d'excellente source, dit-il, on compte expulser de Moscou, avant le 1er juin 900.000 personnes environ"... "Depuis le 1er janvier, de nouvelles catégories de citoyens sont privées de cartes d'approvisionnement, tous ceux qui ne sont pas directement au service de l'Etat"... "Les autorités sont si pénétrées de leur toute-puissance que vider la capitale d'un quart de la population, transporter en trois mois des centaines de milliers d'individus à plus de 100 km de Moscou, leur semble chose normale"... "Pour la plupart des victimes, l'expulsion de Moscou, pour une destination souvent inconnue, en abandonnant logement et mobilier, en plein hiver russe, équivalait à la déportation.

"Il faut que la situation soit bien mauvaise pour que le gouvernement n'y voie de remède que dans une aggravation sans exemple des mesures répressives".

Revue de la presse

Le journal de Prague "Narodny Listy" 5.2.33 signale que les commandes soviétiques en Allemagne qui devaient être payées comptant ont été fortement diminuées. Interrogée à ce sujet, la représentation commerciale soviétique a dû reconnaître que c'est le manque de devises qui l'obligeait à diminuer ses achats au comptant.

La "Neue Lodzer Zeitung" du 21.1.33 décrit les difficultés du commerce avec l'URSS: Dans tous les pays les Soviets veulent vendre au comptant et acheter à crédit. Ainsi la Pologne, pays privé de capitaux et ayant elle-même besoin de crédits a dû accorder en 1931 des crédits supérieurs de 50 % à la valeur de ses exportations en URSS. N'ayant pu faire de nouveaux crédits en 1932, ses exportations sont devenues insignifiantes.

En outre les Soviets n'achètent guère à l'étranger que des machines et des métaux; ils ne favorisent ainsi que quelques industriels et c'est le pays entier qui doit supporter les risques.

Le "Times" annonce que l'importante vente de bétail canadien, dont on avait parlé n'aura probablement pas lieu, car il faudrait que le gouvernement ou un syndicat garantisse la plus grande partie du prix de vente; les Soviets ont en effet annoncé qu'ils ne pourraient finalement pas payer en pétrole et en minerai (comme ils l'avaient offert pour amorcer la vente).

Parlant des traites auxquelles les Soviets ne pouvaient faire face, l'"Agence économique" publie: "En conséquence des accords financiers conclus entre la Reichsbank et la Banque d'Etat soviétique, celle-ci cède à la Reichsbank la production entière des mines d'or de Sibirie et de l'Oural". Faut-il que la situation financière de l'URSS soit critique pour en arriver là!